

EURASIE EXPRESS

www.eurasiexpress.fr

B.I. N°2/202 Nov

2014

Pacifique

Ukraine

Sanctions

L'Amérique bande ses muscles



EURASIE EXPRESS

www.eurasiexpress.fr

B.I. N°2/202 Nov 2014

Pacifique

Ukraine

Sanctions

L'Amérique bande ses muscles

Editorial

Alors que tous les jours des victimes civiles meurent dans le Donbass sous les tirs d'artillerie lourde des forces dépêchées par le gouvernement issu du coup d'Etat à Kiev, sous influence occidentale et néo-nazie, un pitoyable et honteux silence règne dans les médias français qui semblent ne s'intéresser qu'à la météo, à un jeune homme malheureusement mort pour la noble cause qu'il avait trouvée à défendre ou aux péripéties ridicules de tout juste seconds couteaux se disputant un siège déjà laissé vacant à l'Élysée. Indifférence ? Gêne sur les tragiques conséquences d'une politique de «partenariat oriental» déléguée aux «spécialistes» polonais, tchèque, lituaniens, voire suédois ? Ou tout simplement incompétence et incohérence de politiques et de journalistes rendus irresponsables par un unanimité obligatoire, répondant à une stratégie globale très agressive où l'Europe occidentale est soumise aux intérêts américains ? Il y a de tout cela dans le chaos post-moderne dans lequel le monde occidental est en train de sombrer, au mépris de la morale, des valeurs qu'il avait forgées et de son histoire, c'est-à-dire au mépris de la vie. Un quatrième otage américain meurt égorgé comme un mouton par des terroristes barbus et haineux à souhait dans une mise en scène curieuse, et c'est à peine si l'on dit qu'avec lui sont sauvagement assassinés dix-huit soldats de l'armée régulière syrienne. Gêne,

incohérence, incompétence, défense d'une géopolitique perverse là aussi : que n'a-t-on dit du «régime d'Assad», des rebelles qu'il fallait armer pour renverser «le boucher de Damas». Deux Français, des convertis à cet Islam fanatique et génocidaire qui plus est, font partie des égorgeurs. Deux Français, après deux millénaires de civilisation romano-gréco-chrétienne, se conduisent comme des barbares, comme des nazis, en psychopathes sanguinaires. Comme ceux qui bombardent les immeubles d'habitation dans le Donbass, qui bombardent les écoles où des enfants jouent au foot, qui bombardent les infrastructures civiles pour chasser la population, et que les politiques occidentaux exonèrent parce qu'ils leur sont utiles pour combattre la Russie et qu'ils sont payés par Igor Kolomoïski. Un homme a su nommer cette folie, sans doute le dernier grand politique européen, capable d'avoir une vision juste du cours des choses et de proposer une orientation : le président russe Vladimir Poutine. Est-ce pour cela qu'il est si constamment attaqué, diabolisé au point qu'il suffit aux imbéciles de prononcer son nom sans se donner la peine de prendre connaissance de sa politique et de ses arguments ? Diabolisant ainsi ceux qui l'ont élu et le soutiennent à 85%, ce qui est tout de même un comble pour de prétendus défenseurs de la démocratie, dans un pays où l'exécutif ne bénéficie que de 13% d'opinions favorables. Dans ce lieu qui semble le

dernier en Europe où puisse s'exprimer une pensée libre, le club de discussion de Valdaï, le 24 octobre à Sotchi, à l'endroit même boudé en juin par le «G7» de ceux qui se prennent pour les maîtres du monde, le président Poutine a fait part de sa réflexion sur le thème débattu cette année : l'ordre mondial, de nouvelles règles ou un jeu sans règles ? Partant du constat évident que le système global et régional de sécurité n'existe plus, à cause de la mise en oeuvre d'une tentative de domination globale américaine après la chute du mur de Berlin, qui a échoué, il se demande comment construire un nouveau mode de vivre ensemble sur le plan international. Et il ne cache pas son pessimisme comme l'ont remarqué nombre de commentateurs, tant les politiques occidentales - incohérentes et à courte vue, notamment sur le plan de la lutte contre le terrorisme, essentiellement orientées vers la défense d'intérêts particuliers via la stratégie d'ingérence des «révolutions de couleur» et l'utilisation illégale de la force - ne font que ruiner toujours davantage le droit international. Ajoutant ainsi toujours plus au chaos dans lequel sombre le monde depuis la fin du système bipolaire hérité du règlement du deuxième conflit mondial. A cette entropie de l'Occident, enfoncé dans une crise structurelle depuis le crash de 2008, il oppose la politique de coopération et d'intégration des BRICS et de l'Eurasie, dont il précise bien qu'elle n'est pas antagoniste à la coopération et à

l'ouverture vers les espaces d'intégrations occidentaux. Au contraire de la politique de l'UE qui a écarté la Russie de la discussion du traité de libre-échange avec l'Ukraine, ce sur quoi elle semble être quelque peu revenu récemment, mais c'est un peu tard, ou de celle des Etats-Unis qui, mécontents qu'Obama ait été traité en invité de second rang au sommet de l'APEC, proposent un partenariat transpacifique excluant la Chine, qui elle propose un accord de libre échange de toute la région Asie-Pacifique, dans la perspective d'une moderne route de la soie transcontinentale : à l'évidence le grand projet de l'humanité au XXIème siècle. Le vrai tournant historique est là, qui signe la fin de la domination globale multiséculaire des puissances maritimes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Mais la redéfinition d'un nouveau système de sécurité commun et d'un mode de gouvernance globale qui entérine la fin de cette tentative de domination unipolaire des puissances maritimes et de leurs vassaux, notamment l'Allemagne sur le plan continental, qui se trouve à la croisée des chemins, ne peut avoir lieu que sur fond de partage de valeurs communes. Et c'est précisément sur ce point que le pessimisme de Poutine trouve à s'exprimer à plusieurs reprises : un ordre du monde qui dépasse les marchandages locaux de la diplomatie classique ne peut être fondé que sur «le droit international, au fondement duquel doivent se trouver les

principes de la morale comme la justice, l'égalité en droit et la vérité».

Principes malheureusement abandonnés par l'absence de morale post-moderne des décideurs occidentaux. C'est ce que l'on a coutume d'appeler les double-standards dont ils sont coutumiers, ou pour le dire mieux : leur perversion, au sens clinique voire religieux du terme. Ainsi ont-ils reconnus les élections présidentielles puis législatives organisées par les putschistes de Kiev, qui, alors que l'opposition était interdite et la presse censurée, ont porté au pouvoir un chocolatier déclarant une «guerre totale» aux enfants du Donbass «qui n'ont qu'à se cacher dans les caves quand ceux de Kiev vont à l'école», et les chefs des bataillons néo-nazis qui vont faire leur entrée à la Rada après avoir mis en oeuvre leur entreprise génocidaire. Mais ils n'ont pas reconnu celles organisées à Lougansk et Donetsk, malgré la participation record d'une population qui sous les bombes pourrait bien mettre en oeuvre ce qui a été confisqué dans le reste de l'ex-Ukraine : une révolution anti-oligarchique et anti-corruption qui commence à débarrasser le monde du néo-nazisme néo-libéral. Car pendant ce temps, l'Union européenne est dirigée par un vulgaire escroc, le luxembourgeois Junker, qui a organisé dans les banques de son duché l'évasion fiscale et le recel des bénéfices de plus de 300 sociétés occidentales.

Frédéric Saillot

Le Grand Jeu arctique, épice de la nouvelle guerre froide

Tandis que l'ensemble des médias a les yeux tournés vers Kobané, comme souvent, le véritable Grand Jeu, autrement plus périlleux, se joue ailleurs. Il oppose une fois de plus la Russie et l'Amérique du nord, en particulier le Canada pour le contrôle de l'Arctique et de ses immenses réserves pétrolière et gazières évaluées à 10% des ressources mondiales conventionnelles, alors que la plus grande partie de l'océan arctique est encore inexploité de ce point de vue.

La Russie bien placée

La Russie exploite déjà d'autres ressources minières dans son grand nord : 99% de sa production de diamants, 98% de son platine et des éléments apparentés, 80% de son nickel et de son cobalt, 90% de son chrome et de son manganèse, 60% de son cuivre, sans parler de l'antimoine, du tungstène, de l'étain, de la bauxite, des terres rares et de l'or. A ces richesses minérales s'ajoutent celles de la vie, dont plus de 150 espèces de poissons actuellement pêchés. Mais ce trésor exige des compétences et des équipements spécifiques afin de s'adapter aux conditions géologiques et climatiques d'un milieu particulièrement difficile, que ce soit pour l'exploitation des gisements ou le transport. Actuellement, la Russie est la mieux placée en ce domaine car elle possède le savoir-faire, une flotte de navires adaptés et d'avions cargos, sans oublier les routes et chemins de fer terrestres. De plus, nous sommes dans la zone où les continents de l'hémisphère nord sont le plus proche les uns des autres. On pourrait comparer l'océan arctique à une Méditerranée froide, une mer intérieure dont plusieurs pays

seraient riverains : Russie, Canada, Norvège, Finlande, Danemark au travers du Groenland, les USA grâce à l'Alaska. La zone polaire dans laquelle se rejoignent géographiquement deux des plus grandes puissances, traditionnellement adversaires depuis le XIXe siècle, très exactement depuis que la Russie avait conquis l'Alaska vers 1784 et fini par la céder aux États-Unis le 30 mars 1867 pour 7 milliards de dollars, représente donc une zone stratégique essentielle. Tout le problème est de définir les limites territoriales dans cette région soumise au droit de la mer. Si la zone territoriale de 12 milles ne se discute pas, la zone contiguë de 24 milles, la zone économique exclusive de 200 milles et son extension au plateau continental sont une source de conflits inévitables dans le cas d'une mer à demi fermée. Les îles dépendant de l'un ou l'autre État peuvent changer considérablement la donne. Il était admis depuis toujours qu'une île appartenait à ses découvreurs et, à l'ère des satellites d'observation, on ne pensait guère avoir de surprise en ce domaine. Or, en 2013, les pilotes russes d'un hélicoptère Mi-26 ont repéré une île encore inconnue, d'une superficie de 500 mètres carrés et d'une altitude de 1 m au-dessus de la mer, et l'ont baptisée Yaya. Il a fallu un an pour vérifier la découverte par l'envoi d'une expédition maritime et la Russie vient donc d'annoncer qu'elle en prenait possession comme le droit international l'y autorise. Située en mer de Laptev, entre l'archipel de Nouvelle Sibérie et celui de Terre du Nord, cet îlot sans valeur fait bondir la zone économique exclusive d'un bon millier de km vers le nord. De quoi faire grincer les dents des autres puissances locales. Cet îlot dont la découverte n'était pas tenue secrète explique peut-être le réveil de la guerre froide et la façon dont les États-Unis, bons derniers dans la course à l'Arctique,

ont instrumentalisé les premières manifestations d'Ukraine pour affaiblir économiquement et militairement la Russie.

Une hégémonie américaine m e n a c é e

Tout est lié en géopolitique, surtout s'il s'agit de pétrole. Laurent Orvath fait remarquer dans les colonnes de Boulevard Voltaire que les prix s'effondrent aujourd'hui grâce aux efforts conjoints de la Russie, de l'Arabie saoudite et du Koweït et redescendent aux environs de 80 dollars le baril. Or même à 100 dollars, fait-il remarquer, « sur les 71 entreprises actives dans les forages de schiste répertoriées à Wall Street, 67 sont en déficit chronique ou au bord de la faillite. Les investisseurs américains, qui ont investi et perdu plus de 50 milliards de dollars cette année, sont en train de désert ce domaine et avec l'arrêt de l'injection de billets verts par la Fed, le dernier espoir des foreurs s'évanouit. » Il ajoute qu'il « y a urgence, car dans les mois à venir, 70 % des puits du Bakken au Dakota et d'Eagle Ford au Texas devront être remplacés par de nouveaux forages afin de simplement maintenir la production actuelle. » Si la Russie et l'Arabie saoudite qui jouent là un gambit risqué pour leur propre économie tiennent assez longtemps, c'en est fait de la volonté d'indépendance énergétique des USA et de leur ambition de remplacer en Europe le gaz russe par leur production. Déjà, la production off-shore de la Norvège est gênée par cette baisse du baril.

La Russie doit prochainement déposer un nouveau dossier à l'ONU sur les limites de sa zone maritime et, en particulier, du plateau continental. Elle annonce avoir terminé l'étude complémentaire exigée en 2001 par la commission de l'ONU et détenir des preuves convaincantes de ce qu'une partie de la dorsale de Lomonossov, la

dorsale de Mendeleïev et le bassin des Plongeurs situé entre les deux, constituent bien la continuation du territoire russe. Selon Romaric Thomas pour le site Agora Vox, « les revendications de la Russie en Arctique, pour importantes qu'elles soient, n'ont rien de fantaisiste et sont parfaitement recevables au regard du droit international. Par décision en date du 14 mars 2014, la Commission des limites du plateau continental des Nations unies lui a d'ores et déjà donné partiellement gain de cause dans la mer d'Okhotsk, en reconnaissant une portion de 52.000 km² comme prolongement du plateau continental russe. » Il ajoute : « Ces revendications firent l'effet d'un séisme aux États-Unis et, plus encore au Canada. En raison de son fondement juridique, elles menaçaient gravement une hégémonie américaine fondée sur leur présence exclusive en Arctique depuis l'effondrement de l'URSS. » En d'autres termes, tant que la Russie était dirigée (?) par une outre à vodka malléable comme lelt sine, on pouvait espérer piller à l'aise les ressources arctiques. Mais depuis que Poutine a redressé son pays... On comprend mieux l'animosité des **A m é r i c a i n s**. Le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a profité de cette conférence de presse pour enfoncer le clou : « Bien avant les événements en Ukraine, nous avons entendu dire que l'OTAN voudrait renforcer sa présence dans cette région-là. Ils continuent à le dire. Ils estiment que le facteur militaire ne fera que se renforcer en Arctique. La Russie insiste sur ce qu'il n'y a pas un seul problème en Arctique qui nécessiterait la participation de l'OTAN. Qui plus est, il n'y a pas un seul problème qui nécessiterait une solution militaire. L'Arctique, c'est un territoire du dialogue. »

La militarisation de l'espace arctique que Il n'empêche que, selon le vieil

adage si vis pacem, para bellum, les pays riverains augmentent leur capacité militaire sur zone avec des fortunes diverses. La Russie garde en ce domaine une forte longueur d'avance. Coup sur coup, elle vient d'annoncer le déploiement de 6000 hommes et la construction de 10 stations radar et 13 aérodromes militaires. Selon RIA Novosti, « le 99e groupe tactique sera déployé sur l'île Kotelny (archipel de Nouvelle-Sibérie) et la 80e brigade autonome d'infanterie mécanisée dans le village d'Alakourtti (région de Mourmansk). Des radars et installations de guidage au sol seront installés sur l'archipel François-Joseph, en Nouvelle-Zemble, sur l'île Wrangel et sur le cap Schmidt. La Russie compte rétablir l'infrastructure de défense antiaérienne dans cette région d'ici octobre 2015. Le Service fédéral de sécurité (FSB) de Russie entend renforcer les troupes de gardes-frontières en Arctique.» Il y a mieux. Toujours selon cette agence, « la société Tranzas développe le premier drone russe à long rayon d'action, qui sera chargé de surveiller en permanence le secteur russe de l'Arctique ». La masse au décollage de cet appareil baptisé Orion sera d'environ une tonne et sa durée de vol supérieure à 24 heures. Enfin, l'agence chinoise Xinhua affirme selon Vitaly Davydov, directeur de la Fondation de Recherche Prospective, que d'ores et déjà serait opérationnel l'équivalent sous-marin des drones de combat, un ensemble de robots capables de « protéger les infrastructures, contrôler ce qui se passe en surface, détecter et éliminer un ennemi potentiel ».

Sur la rive d'en face, le Canada et les USA sont entrés à leur tour dans la course aux armements. En juillet 2014, le gouvernement canadien annonçait la construction de huit navires de classe Polaire 5. Le Premier ministre déclarait alors : «

l'Arctique canadien est au cœur de notre identité nationale en tant que pays nordique. Il fait partie de notre histoire et il représente le potentiel immense de notre avenir. Défendre la souveraineté de notre pays, rien n'est plus essentiel que de protéger l'intégrité territoriale du Canada, soit nos frontières, notre espace aérien et nos eaux. » Depuis, l'ambition avait été revue à la baisse, d'abord à six navires seulement et aujourd'hui, des rumeurs persistantes font état de cinq commandes fermes. Le Huffington Post Québec du 29 octobre annonce même : « Selon l'analyse de faisabilité commandée par le député du NPD Jack Harris et la libérale Joyce Murray, les 2,8 milliards de dollars prévus par Ottawa ne permettraient de construire que quatre navires tout au plus. Et cela, si aucun retard ne vient perturber l'échéancier, prévient le bureau de Jean-Denis Fréchette, directeur parlementaire du budget (DPB). Selon ses estimations, le gouvernement canadien devra déboursier au moins 470 millions de dollars de plus dans ce projet pour faire l'acquisition de six navires. Pour en acquérir huit, Ottawa devrait déboursier au total plus de 4 milliards de dollars. » Le Canada qui avait traité en 2001 les revendications territoriales russes par le mépris et s'était surtout concentré sur son conflit avec les USA quant au passage du Nord-Ouest et à la zone exclusive liée à l'Alaska met actuellement les bouchées doubles pour faire valoir ses droits. Il vient de tenir une conférence sur la souveraineté de l'Arctique à Saint-Jean de Terre Neuve, conférence à laquelle étaient conviés de l'armée canadienne, de la défense états-unienne, des représentants des gouvernements concernés et des décideurs industriels. On n'en sait guère plus mais la militarisation de la zone arctique était à l'évidence à l'ordre du jour. Un petit commentaire des cartes

jointes. On voit par la carte canadienne le pôle proche des côtes américaines alors que la perspective polaire montre une toute autre réalité.

Geneviève Béduneau

MOLDAVIE : DES ELECTIONS A HAUT RISQUE

La République de Moldavie va renouveler son parlement le 30 novembre prochain. Des élections législatives cruciales, car à Chisinau, ce sont les députés qui élisent le Président de la République. Or le blocage de ce parlement avait entraîné une crise politique grave entre 2009 et 2012, lorsque Vladimir Voronine étaient arrivés en fin de mandat et que les députés n'avaient pu se mettre d'accord sur la nomination d'un nouveau Président (1). Après une vacance du fauteuil présidentiel pendant près de trois ans, Nicolae Timofti avait finalement été élu, mais avec une majorité d'une seule voix... Avec un PIB par habitant équivalent à celui de la Papouasie-Nouvelle Guinée, la Moldavie est l'Etat le plus pauvre d'Europe, et son environnement immédiat n'inspire pas à l'optimisme. Près d'un cinquième de son territoire échappe à sa souveraineté avec, à l'Est du Dniestr, la république sécessionniste de Transnistrie et au Sud le territoire autonome Gagaouze. Or, ces 20% de territoire qui échappent au pouvoir central, détiennent 85% des richesses du pays, quasiment toute son industrie et sa production d'énergie. Au-delà des frontières, au Nord et à l'Est, l'Ukraine s'enfonçait dans la guerre civile, avec des risques de contagion sur le sol moldave, tandis qu'à l'Ouest, la Roumanie gloutonne avalerait volontiers son ancienne province de Bessarabie. Vu de Chisinau, il y a de quoi devenir paranoïaque...

Les intégristes de l'Union Européenne

Le 27 juin dernier, la Moldavie a paraphé un accord d'association avec l'Union Européenne. Pour Eugen Tomac, Député des Roumains de l'Etranger qui a ouvert un bureau de représentation à Chisinau, l'avenir de la Moldavie ne peut être qu'au sein de l'UE. Il regrette que l'Europe et les avantages concrets qu'en retireraient les Moldaves en cas d'adhésion, soient si mal expliqués à la population. En réalité, l'UE n'est pas expliquée du tout, et ses défenseurs ne sont que des défenseurs par défaut : ils fustigent la Russie et son offre alternative d'Union Eurasienne. Tomac lui-même tombe dans ce piège simpliste, en assénant que les partis anti-européens sont antinationaux (2). «Les intérêts impériaux russes de ces 200 dernières années nous montrent très clairement comment est perçue la Moldavie d'aujourd'hui, de la position de Moscou». Il est tout à fait édifiant que les discours européens prètent toujours à la Russie des intérêts hostiles, tandis que l'UE et son Cheval de Troie américain l'OTAN seraient tout à fait dépourvus d'intérêts, ou que ces intérêts, si toutefois ils étaient avérés, iraient nécessairement dans le sens de ceux de Chisinau. C'est avec cet état d'esprit que la Cour Constitutionnelle de Moldavie a décrété que «le processus d'intégration européenne de la République de Moldavie correspond à l'identité constitutionnelle de la République de Moldavie, et que toute orientation contraire est a priori anticonstitutionnelle»(3). L'Europe a peur des peuples : elle ne veut pas d'élection, mais seulement un plébiscite. Avec une idéologie européenne obligatoire sous peine de délit d'opinion, la Cour Constitutionnelle prend une décision liberticide, antidémocratique, et surtout... anticonstitutionnelle,

EE n°2 nov 2014

puisqu'elle contrevient à l'article 5 de la loi fondamentale moldave. Choqué, Victor Puscas, Président de la Cour Constitutionnelle de 2001 à 2007, rappelle que «la souveraineté de l'Etat appartient à la population. Et seule la population peut choisir la ligne de sa politique étrangère par referendum.»

Mais pour ces grands démocrates, le recours à la nation souveraine est un gros mot. Ainsi Eugen Tomac balaie-t-il d'un revers de main toute idée de referendum sur l'accord d'association avec l'UE, vecteur de la politique étrangère moldave. Trop risqué.

Pourtant, est-elle chimérique, l'union douanière Eurasienne que propose Moscou? D'ici 20 ans, l'Asie du Sud-Est et le sous-continent Indien assureront 45 à 50% de la production mondiale, et contrôleront la moitié du commerce. N'est-il pas logique d'orienter son économie en ce sens ? Que fait l'UE pour se préparer à cette échéance ? Elle échafaude en secret et dans le dos de ses peuples, un traité d'alliance transatlantique ultralibéral. Pas sûr que ce soit la bonne réponse...

La Transnistrie et la Gagaouzie se préparent à la guerre

La frontière Est de la Moldavie, sous contrôle des séparatistes transnistriens de Tiraspol, échappe à l'autorité de Chisinau. Aussi l'Ukraine a-t-elle décidé de doubler cette frontière d'une tranchée de sécurité s'étendant sur 450 km. Les cinq premiers kilomètres ont été creusés par un détachement de gardes-frontières de Belgorod-Dniestrovski (l'ancienne Cetatea Alba moldave, puis Akkerman turque). Officiellement, la consolidation de la sécurité des frontières est destinée à lutter contre la contrebande, très active dans la région, mais en réalité, elle vise surtout à endiguer la Transnistrie, accusée par Kiev d'envoyer armes, munitions et renforts aux rebelles du Donbass, à

travers cette frontière poreuse. Et le confinement fonctionne aussi dans l'autre sens : la Transnistrie est bel et bien assiégée. L'Ukraine bloque du même coup l'approvisionnement de la 14ème Armée russe stationnée à Tiraspol depuis la fin de l'Union soviétique. Car la «tranchée de sécurité» n'est autre qu'un puissant fossé antichar de 3,50 mètres de large et de 2 à 3 mètres de profondeur, qui avance en continu à raison de 2,5 kilomètres par semaine (4). Tiraspol a dénoncé à plusieurs reprises des provocations sur cette frontière, impliquant des activistes ukrainiens de Pravyi Sektor. Le groupe d'extrême-droite aurait cherché à créer des incidents de frontière graves, permettant à Kiev de justifier une intervention armée contre les séparatistes russophones de Moldavie. Depuis fin août, les autorités de Tiraspol ont rappelé sous les drapeaux tous leurs réservistes, et l'armée transnistrienne est en état d'alerte maximum. Signe de sa nervosité, le Président transnistrien Yevgueni Chevtchouk a refusé de participer, les 11 et 12 septembre à Vienne, au round de négociations 5+2 (Moldavie, Transnistrie, OSCE, Russie, Ukraine + UE et Etats-Unis), visant à la réglementation du conflit gelé depuis plus de 20 ans. Dans le même temps, il a ordonné la préparation des bunkers et des abris pour la protection de la population civile. La situation économique à Tiraspol est délicate. Etranglée par l'embargo ukrainien, la population se précipite sur les passeports moldaves, les seuls qui leur permettent de voyager librement, y compris dans l'UE. Dans un mouvement de panique, le système bancaire de l'enclave a failli s'effondrer lorsque les habitants se sont rués sur les guichets pour retirer leurs économies, à la suite d'une rumeur. Depuis 3 mois, les réserves de roubles transnistriens

ont chuté de 17% dans les banques de Tiraspol.

Chevtchouk rejette toutes les accusations d'esprit belliqueux qui fleurissent dans la presse à l'Ouest du Dniestr. Au contraire, il recherche une marge de manœuvre dans une Moldavie profondément divisée. Selon lui, un accord économique avec l'UE ne serait pas incompatible avec un accord politique avec la Russie, dans une Transnistrie autonome au sein d'une Moldavie militairement neutre.

Une population rurale déboussolée

En Moldavie, même le découpage administratif est un casse-tête. Avec le retour en force de la langue roumaine, la classe politique de Chisinau a tenté de réinstaurer l'ancienne division administrative roumaine du territoire en județe (départements), ce qui interfère avec le découpage administratif à la russe en raïon (arrondissements). Résultat, la carte administrative du territoire est aussi inefficace qu'illisible, et surtout elle accentue gravement la polarisation entre villes et campagnes. Dans ces dernières, où 80% des informations arrivent en langue russe, l'Europe est une abstraction. Les Commissaires européens, toujours prompts à donner des leçons de démocratie alors qu'eux-mêmes ne sont pas élus, y font figure de Martiens.

Ainsi, le village de Dorotcaia (prononcer Dorotskaïa), situé sur la rive gauche du Dniestr près de Dubasari / Doubossary, en territoire séparatiste transnistrien, possède un maire loyal à Chisinau, et un président du Soviet local qui se réclame du pouvoir de Tiraspol. L'école du petit village est dotée de deux directeurs, chacun avec ses allégeances, et les villageois déchirés entre l'Europe et le monde russe vous présenteront tous, deux passeports : l'un moldave et l'autre transnistrien (5). Eux qui vivent sur

cette ligne de fracture, témoin des affrontements sanglant de 1992, n'aspirent qu'à la paix. L'Union européenne, ils s'en fichent. Ils n'ont rien demandé. C'est une idée du microcosme privilégié de Chisinau. La seule chose qui les préoccupe, c'est le montant de leurs pensions, du travail pour la jeunesse, la modicité des prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Les Moldaves souffrent des problèmes de frontières qui avaient été pensées dans le cadre de l'Union soviétique. Si par exemple l'envie vous prenait de rejoindre par le rail la capitale Chisinau, depuis Cuza Voda à la pointe Sud du pays, armez-vous de patience : votre train va jongler avec les barbelés, faire deux incursions en Ukraine, puis une longue boucle en territoire séparatiste de Transnistrie. Sur la carte, c'est un tracé aberrant. Au quotidien, c'est invivable.

Le 30 novembre prochain, les Moldaves éliront leurs députés par vote uninominal par circonscriptions (6). Un mode de scrutin qui favorise traditionnellement les grands partis, et donc le premier d'entre eux, le Parti Communiste de République de Moldavie (PCRM) de l'ancien Président Vladimir Voronine, hostile à l'adhésion de son pays à l'UE. L'actuel Président Nicolae Timofti lorgne avec envie le scrutin mixte utilisé chez le voisin ukrainien (moitié à la proportionnelle, et moitié par vote uninominal par circonscriptions) qui a totalement évincé les anciens partis du paysage politique, favorisant la domination écrasante de partisans de l'UE au Parlement de Kiev. Mais toutes les tentatives de modifications du mode de scrutin ont échoué, et les sondages serrés révèlent la fracture d'un pays profondément divisé.

Véritable pont terrestre entre l'Europe et le monde russe, la

Moldavie pourrait faire de sa malédiction géographique et de son lourd héritage historique, une heureuse synthèse. Hélas, le prosélytisme agressif de l'UE qui trouve un écho au sein d'une oligarchie moldave aisée, en niant la réalité d'un pays complexe comme sa dimension humaine, pourrait précipiter ce petit pays vers la guerre civile, selon le tragique scénario ukrainien.

Jean-Michel BERARD

(1) Voir B.I. n°145 juillet-août 2009 «Moldavie : une situation complètement bloquée » ; n°146 septembre 2009 «Moldavie : l'impasse après les élections», n°153 avril 2010 «Moldavie : un enjeu que se disputent l'Est et l'Ouest» et n°176 mai 2012 «Moldavie : un nouveau président en situation difficile».

(2) Adevarul, 30 octobre 2014 : «Les partis de République de Moldavie anti-européens sont antinationaux»

(3) RIA-Novosti, citant Kommersant, 15 octobre 2014 : «En Moldavie, il est désormais illégal d'être prorusse».

(4) Adevarul, 26 juillet 2014 : «L'Ukraine a creusé les 5 premiers kilomètres de tranchée à la frontière avec la Transnistrie».

(5) Adevarul, 05 juillet 2014 : «Dorotcaia, le village roumain entre la Russie et l'Union européenne».

(6) Timpul, 04 novembre 2014 : «Pourquoi nous allons voter, même en 2014, sur la base d'un système électoral communiste».

Ukraine : 10 Questions à l'Union Européenne

L'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch a accumulé les erreurs dans toute l'affaire qui a mené à la situation actuelle en Ukraine mais il faut bien dire que les négociateurs de l'Union européenne ne l'ont pas aidé.

Sans entrer dans les détails, le partenariat avec l'Union

européenne ne signifiait pas du tout une adhésion à l'UE ni à court, ni même à moyen terme. L'UE n'en n'a ni les moyens ni l'envie. Mais ce n'est pas ce qu'on a laissé entendre aux dirigeants ukrainiens et encore moins à la population, notamment lorsque des dirigeants de l'UE allaient «chauffer» les foules sur le Maidan au cours du mouvement. Faisons un retour en arrière. Fin 2012, le Conseil Européen propose que le traité d'association, complété d'un traité de libre-échange soit signé lors du Sommet du partenariat Oriental de Vilnius en novembre 2013, à la condition que l'Ukraine mène des réformes électorales, judiciaires et constitutionnelles. La partie centrale du projet d'association économique de 1200 pages est le *Deep and Comprehensive Free Trade Agreement* (DCFTA ; Accord de libre-échange complet et approfondi). Il s'agit d'un accord de libre-échange étendu, qualifié par l'UE « du plus ambitieux accord bilatéral » jamais signé par elle. Le chapitre 1 annonce que : « la vaste majorité de tarifs douaniers seront éliminés aussitôt l'accord entré en application. [...] Globalement, l'Ukraine et l'Union européenne élimineront respectivement 99,1% et 98,1 % des tarifs douaniers ». Ce qui évidemment aboutira, puisque maintenant l'accord est signé, à une ruine de ce qui reste d'industrie ukrainienne. Cela mettra aussi à mal ses autres exportations car elles ne correspondent pas aux critères de l'UE et ne pourront se faire sans droits de douane vers la CEI (Communauté des Etats indépendants, constituée de la plupart des pays ayant fait partie de l'URSS), dont la Russie, avec laquelle jusque-là l'Ukraine avait une zone de libre échange. Or il faut avoir à l'esprit que les principaux partenaires économiques de l'Ukraine étaient en Russie, en Asie et au Moyen-

Orient, l'Union européenne n'arrivant qu'en 4^{ème} position. Un accord économique avec l'UE n'était donc pas une priorité. C'est pourquoi, au sommet Europe/Ukraine du 25 février 2013, Viktor Ianoukovitch indiqua qu'il ferait de son mieux pour répondre aux demandes européennes, et déclara : « Je poursuis les négociations avec la Russie pour trouver le bon modèle pour une coopération avec l'Union Douanière orientale » En réponse, selon l'agence Ukrinform, le président de la Commission, José Manuel Barroso (remplacé depuis par Junker) lui indiqua que : « Un pays ne peut à la fois être membre d'une union douanière et dans une zone de libre-échange avec l'Union européenne » L'Union européenne, inspirée par d'autres ou non, sommitait donc l'Ukraine de choisir son camp. Objectivement, c'est incontestablement une erreur, puisque l'Ukraine a besoin des deux, mais ce n'en est pas une si cela témoigne d'une volonté politique et stratégique... Les erreurs de Ianoukovitch ont porté sur différents niveaux : Il a probablement pensé, qu'étant donnée sa position géostratégique, l'Ukraine allait pouvoir recevoir beaucoup d'argent de l'Union européenne. Les Européens orientaux (ceux d'entre eux qui sont hostiles à la Russie par principe ou à cause de l'histoire et dont des représentants étaient des négociateurs pour l'UE comme les Polonais Sariusz-Wolski et Kwasniewski ou encore le Tchèque Füle) ont probablement pensé de leur côté, que le président ukrainien, une fois impliqué dans le processus de l'association avec l'UE et poussé par sa propre population à laquelle tant de choses étaient promises depuis des années, ne pourrait plus faire machine arrière, même en découvrant que l'Ukraine

n'obtiendrait pas tout l'argent qu'elle escomptait. Calcul tragique mais juste et finalement l'Ukraine obtient plus d'argent que prévu, sans qu'à priori la population ukrainienne en voie beaucoup la couleur. Durant les négociations, on a parlé de 600 millions d'euros de la part de l'UE (les négociateurs polonais et tchèques avaient laissé espérer 20 milliards à Ianoukovitch) et de plusieurs milliards de la part du FMI, pour notamment la restructuration indispensable de l'industrie ukrainienne. Mais les exigences du FMI et de l'UE portent évidemment sur des mesures anti-sociales drastiques et des privatisations qui permettront notamment à des compagnies allemandes et peut-être américaines de mettre la main sur les meilleures unités de production ukrainiennes, après les avoir renflouées avec des fonds publics. Il est possible aussi que Ianoukovitch ait pu penser qu'il parviendrait à convaincre la Russie de maintenir le régime de libre-échange avec l'Ukraine. Profitant alors d'une zone de libre-échange à la fois avec les pays de l'Union douanière et ceux de l'UE, l'Ukraine aurait pu vivre confortablement sur le flux de marchandises qui aurait transité, par son territoire, depuis l'Union européenne vers la Russie et les pays de la CEI. La Russie et les pays de l'Union douanière, y étaient en fait prêts et ont proposé des négociations à quatre (Ukraine, UE, Russie, Union douanière) à plusieurs reprises et par plusieurs canaux, publics et privés. Toutes refusées par l'UE dans le droit fil des convictions ou des mentors de M. Barroso. La Russie a alors commencé à prendre, fin juillet 2013, les premières sanctions commerciales contre l'Ukraine. Pour que le message soit clair, elle a commencé par fermer le marché russe... aux chocolats de l'entreprise Roshen de Petro Porochenko. Tout en

maintenant ses propositions de négociations à 4 et en accordant même, en décembre, après le report de réponse à l'UE, une nouvelle réduction sur le prix du gaz ainsi qu'une aide de 15 milliards de dollars à l'Ukraine à de très bonnes conditions. 3 milliards ont été versés, ce qui a permis aux fonctionnaires ukrainiens d'être payés et de passer des fêtes de fin d'année correctes.

Le 27 juin 2014, l'accord d'association avec l'Union européenne a été signé par 31 des participants à la réunion de Bruxelles, notamment par le président ukrainien Piotr Porochenko, par le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili et par le premier ministre moldave Iurie Leanca.

Le ministère russe des Affaires étrangères avait averti que l'association des pays de l'espace post-soviétique avec l'UE pourrait nuire significativement à l'économie russe, entraînant la réduction des liens commerciaux avec ses voisins. Moscou a notamment souligné qu'après l'adhésion de ces trois pays à l'UE les autorités russes seraient forcées de prendre des mesures pour protéger leur marché contre l'afflux de produits européens exonérés de taxes. Cela impliquera des pertes pour la Russie qui s'y est peu préparée, malgré les apparences. Pour l'Ukraine aussi la chute du PIB sera sensible, non seulement à cause de la situation en général mais aussi à cause de la baisse des exportations en Russie de produits agricoles et de l'industrie alimentaire. Et si l'Ukraine était exclue de la ZLE (Zone de libre-échange) de la CEI - ce qui n'est pas encore fait mais pourrait ne pas tarder - elle ne réussirait pas à se réorienter vers de nouveaux marchés étrangers car les marchandises ukrainiennes ne sont pas demandées en UE.

Questions à un pas champion :

C'est là que surgit toute une série de questions à l'UE. Posées à plusieurs reprises à des responsables européens mais qui n'ont jamais eu de réponse ...

1) Pourquoi avoir contraint l'Ukraine à signer la partie économique de l'accord et ne pas s'être contenté du partenariat politique qui aurait suffi pour répondre à l'aspiration légitime de la population à plus de justice et de démocratie ?

2) Pourquoi l'avoir obligée à «choisir» entre la CEI et l'UE et avoir systématiquement refusé les propositions de négociations russes sur les modalités d'une double zone de libre-échange ? Pourquoi avoir refusé les propositions de Poutine, faites en janvier 2014, de discuter d'une zone de libre-échange à l'échelle de toute l'Europe alors que les échanges entre l'UE et la Russie s'élèvent à près de 500 milliards de dollars et que l'interdépendance énergétique est connue de tous ? Pourquoi avoir finalement accepté d'en parler à Minsk le 26 août 2014, alors que c'était ce qui était demandé dès le début ?

3) Pourquoi avoir raconté tant d'histoires et fait tant de promesses à la population et même aux dirigeants ukrainiens qu'on savait ne pas vouloir tenir ? Pourquoi avoir refusé à Ianoukovitch l'argent qu'il demandait pour proposer 11 milliards d'euros - dont il reste à savoir où on va les prendre - aux autorités issues du coup d'Etat du 22 février ?

4) Pourquoi ne pas avoir inclus des modalités de précaution en cas de non application dans l'accord signé le 21 février à Kiev par le président Ianoukovitch, les opposants et les trois ministres ou leur représentant de la France, de l'Allemagne, de la Pologne ? Pourquoi ne pas avoir protesté contre la violation immédiate de cet accord et avoir reconnu immédiatement les

autorités formées après le coup d'Etat ? Pourquoi ne pas avoir réclamé une assemblée constituante ?

5) Pourquoi avoir ignoré les informations communiquées par le ministre estonien des affaires étrangères à Catherine Ashton sur les tireurs d'élite ayant tiré sur les policiers et les manifestants, vraisemblablement à partir de territoires occupés par le Secteur droit ? Pourquoi ne pas avoir exigé une enquête sérieuse sur le sujet ?

6) Pourquoi être resté silencieux sur la prise de pouvoir insurrectionnelle dans les régions ouest et avoir protesté contre les mêmes faits en Crimée puis dans le Donbass, à la suite du coup d'Etat à Kiev ? Alors que les premières mesures du gouvernement issu du coup d'Etat étaient nettement orientées contre la partie russe de la population majoritaire en Crimée et dans l'est ?

7) Pourquoi ne pas reconnaître la situation de guerre civile en Ukraine et accuser la Russie ? Pourquoi ignorer le massacre d'Odessa ? Pourquoi refuser toute négociation et ignorer les victimes civiles des bombardements par les forces kiévienne et les milices payées par l'oligarque Kolomoïski ? Pourquoi ne pas aider les dizaines, voire les centaines de milliers de réfugiés à cause des bombardements ? Pourquoi n'avoir accepté qu'en septembre que Kiev signe un cessez-le-feu à Minsk ? Et pourquoi l'encourager en novembre à reprendre l'offensive sous prétexte «d'invasion russe» démentie par Moscou ?

8) Pourquoi agir par «sanctions» contre les propres intérêts des pays de l'UE, confrontés à une crise économique sérieuse, ce qui représente un degré zéro de la diplomatie et un «double standard» évident au vu de la situation internationale, notamment au Moyen-Orient ?

9) Pourquoi avoir accusé la Russie et les insurgés de l'est dans l'affaire du MH17 (le Boeing abattu de la Malaysian airlines), avant toute enquête et sans demander aux Nord-américains qu'ils publient ou donnent les photos satellites et les écoutes qu'ils ont sur le sujet ? Ni aux Kievien qu'ils révèlent ce qu'il y avait dans les enregistrements des communications entre les tours de contrôle et l'avion, qui ont été saisies par le SBU (service secret ukrainien) et non par la police, tout de suite après «l'accident» ? Un mois après, rien n'était encore publié...

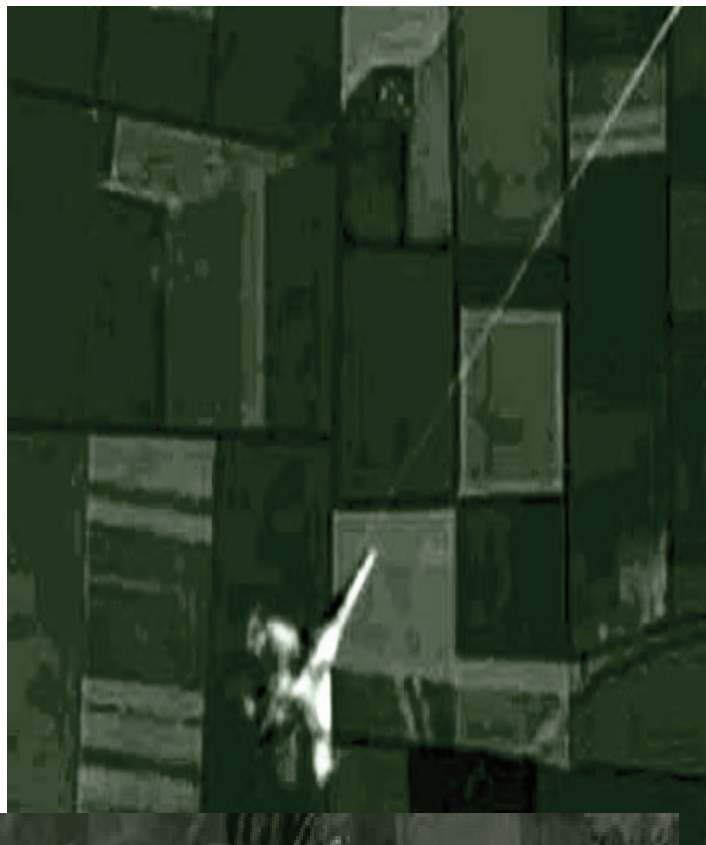
10) Pourquoi encourager une guerre de l'information qui met en cause la crédibilité des médias et pousse vers les sources alternatives qui vont du meilleur au pire ?

Dimitri de Kochko

Brèves internationales

Des photos-satellites communiquées par un employé du M.I.T., George Bilt, apportent de nouvelles preuves que le vol 17 de la Malaysia Airlines, faisant 269 victimes civiles, a bien été abattu par un missile air-air tiré par un avion de chasse ukrainien le 17 juillet 2014.

Elles ont été révélées au public aux informations de Pierviy Kanal, la première chaîne de télévision russe (<http://www.1tv.ru/newsvideoarchive/pd=14.11.2014>), le 14 novembre, à la veille du sommet du G20 à Brisbane. Est-ce la raison de la froideur, relative, des dirigeants occidentaux à l'égard du président Poutine ? Le premier ministre australien Ebbot s'était en effet fait remarquer par ses accusations particulièrement véhémentes à l'égard de la Russie dans ce dossier



Dans sa communication aux experts russes, dont il partage les conclusions (voir Eurasie Express, note 1 p. 63), Bilt précise que ces photos ont été prises «à une hauteur moyenne par un satellite probablement anglais ou américain» et que leur authenticité a été vérifiée dans le service du M.I.T. où il est employé.

Baisse du prix du pétrole : une arme de guerre contre la Russie ?

L'on se souvient que la chute de l'URSS, gros producteur de pétrole, avait été provoquée en partie par une baisse du prix du baril à la fin des années 80. Elle résultait d'un accord entre les Américains et leurs alliés saoudiens pour l'augmentation de leur production. Assiste-t-on actuellement au même scénario avec un prix du baril au-dessous de 80 dollars et qui pourrait descendre jusqu'à 50 dollars, la moitié moins de ce qu'il faudrait pour maintenir la croissance russe ? Ce qui, joint aux sanctions financières et à la baisse du rouble qu'elles provoquent, risquent d'entraîner une crise sociale et politique et, pourquoi pas, le départ du président Poutine, but des Occidentaux depuis qu'il a été à nouveau élu à la présidence de la Russie.

Selon l'experte en stratégie Elena Larina ce serait juste après le discours prononcé par Vladimir Poutine le 18 mars à l'occasion du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, dans lequel il fustigeait la volonté de domination unipolaire américaine, que le président Obama aurait décidé d'entamer une guerre pétrolière non déclarée contre la Russie (*Komsomolskaïa Pravda* du 19/10). Fin mars, la production irakienne, contrôlée par les compagnies américaines et occidentales, atteint celle qu'elle avait à l'époque de

Saddam Hussein. Cependant, après le gel des sanctions contre l'Iran et la volonté de rapprochement des Etats-Unis, le pétrole iranien fait retour à moindre coût sur le marché. Pour ne pas être en reste, l'Arabie saoudite, son ennemie dans la région et qui entend bien rester l'alliée privilégiée des Américains, augmente également sa production pour notamment financer une campagne de lobbying et de corruption des décideurs états-uniens. Jointe à cela une augmentation des besoins en énergie des émergents des BRICS : Chine, Inde et Brésil. C'est ainsi que l'arme utilisée par Washington se retourne contre elle : selon le chef du département des statistiques du ministère de l'Energie américain, «la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis pourrait être interrompue si le prix du baril descend au-dessous de 60 dollars le baril» (*Kommersant*, 19/11/12). Le prochain sommet de l'OPEP le 27 novembre va-t-il parvenir à trouver une solution ? Car «les cotations ressentent l'effet de plusieurs facteurs, en particulier le comportement incompréhensible de l'OPEP qui ne parvient pas à décider s'il faut réduire l'extraction. Le marché est agité, les opérateurs jouent à la baisse, la situation est très dangereuse et l'on ne saurait exclure un chaos» (*Ria Novosti*, 18/11). Comme l'a répété le président Poutine à diverses occasions, les économies sont interdépendantes, il ne saurait donc y avoir de sanctions unilatérales.

Nouvelle doctrine de guerre américaine «vaincre dans un monde devenu complexe (2020-2040)».

Voilà comment l'Amérique se prépare à maintenir sa domination militaire universelle au XXIème siècle : le chef d'Etat-major de l'armée de terre états-unienne, le général Raymond Odierno, a récemment déclaré qu'il fallait «se préparer à une époque où l'instabilité s'étendrait à l'ensemble de la planète». Rappelant qu'actuellement les forces américaines sont présentes dans

150 Etats sur six continents, il a préconisé la formation de contingents hautement opérationnels capables d'intervenir avec succès dans n'importe quelle situation, par la multiplication de centres de formation et la coopération militaire régionale (*Ria Novosti* du 15/10, citant *Defense News*).

Moscou 1947, Cuba 1962, Crimée 2014 : l'Amérique cherche à détruire la Russie par l'arme nucléaire.

Le *Daily Mail* du 8 novembre révèle la note d'un agent du FBI rapportant que Churchill, l'inventeur du «rideau de fer», lors d'une visite aux Etats-Unis, a «pressé un sénateur de l'aile droite républicaine de lancer une attaque nucléaire visant à raser le Kremlin et faire ainsi de l'Union soviétique un problème facile à traiter», au prix de centaines de milliers de morts. Les Russes n'avaient alors en effet pas de défense, leur premier test nucléaire datant de 1949. C'est d'ailleurs une constante chez les Américains. Peu savent que la crise des fusées de Cuba en 1962, loin de constituer une reculade de Khrouchtchev devant la détermination de Kennedy, s'avère le désamorçage d'une nouvelle agression américaine. Selon deux responsables militaires russes interviewés par la *Komsomolskaïa Pravda* du 10 novembre, «le monde est passé à deux doigts d'une guerre nucléaire à cause de la Crimée». Et ils tirent un parallèle avec la crise de Cuba, expliquant qu'«alors l'URSS avait été obligée d'y placer ses fusées en réponse à la menace américaine qui dès 1961 avait installé 15 fusées nucléaire Pluton autour de la ville turque d'Izmir, pouvant détruire Moscou et d'autres villes soviétique». Cette fois-ci, en déclenchant l'Euromaïdan et le coup d'Etat du 22 février à Kiev, «les Yankees s'apprêtaient ni plus ni moins qu'à expulser de Crimée notre flotte de la mer Noire pour y installer leurs fusées nucléaires. D'un point de vue militaire, cela équivalait à une offensive sans combat». Mais grâce à la détermination des Criméens et

l'action exemplaire des forces russes stationnées dans la presqu'île, «les réseaux américains ont écopé d'un fiasco total !». Quant à Cuba, comme Kennedy s'est interdit d'y mener une offensive, il a retiré ses fusées de Turquie aux termes d'un accord secret selon lequel seul Khrouchtchev a semblé retirer les siennes, les Russes gardant le silence pour qu'il ne perde pas la face devant ses faucons».

Reportage de notre envoyée spéciale Geneviève Beduneau à la Manif pour tous du 5 octobre :

Le mariage homosexuel, la marchandisation du corps et l'entreprise totalitaire des fils de Caïn

Une France conservatrice et provinciale

Pour accueillir les manifestants, les « anti » avaient écrit à la craie blanche sur les trottoirs. Cela faisait tableau noir des vieilles écoles, un parfum un peu suranné qui contrastait de manière cocasse avec le contenu des messages : « Non aux ca+hos-fachos ! » – « inquisition non merci » – « non au moyen âge ». Plus inquiétant : « un faf une balle ». Plus difficile à comprendre : « Vous étiez cet été pour défendre les chrétiens d'Orient les yézidis massacrés par les ba... », suit un mot illisible car les deux garçons qui stationnent dessus ne bougent pas pour me permettre de noter. Passé cet accueil crayeux (il y en a jusque dans la station de métro), le parcours est balisé de grands ballons roses, blancs et bleus et les bénévoles nous tendent les petits drapeaux, les sifflets, les pancartes, toute la panoplie du manifestant. Je décline avec un sourire : il me faut mes deux mains pour le reportage photo. Le premier véhicule sono arbore une carte de la Normandie, la Normandie unie, sans haute ni basse, timbrée du logo familial de

EE n°2 nov 2014

la Manif. Les Vikings avec nous ! Et nous remarquons avec humour que nous allons avec lui passer au feu rouge. Plusieurs pancartes se retrouvent le long du trajet, scotchées sur le mobilier urbain. Elles voisinent avec les collages fraîchement effectués par des instances amies : TV Liberté, le journalPrésent et le Front National. Plus discrètes, des affichettes de l'UNI, de Hollande, dégage !, Pas mon président et Génération identitaire. Par contre, les autres partis de droite brillent par leur absence sur les murs du parcours, y compris la tendance Droite forte de l'UMP.

Comme à chaque édition de la Manif, on rencontre des familles entières, encore qu'il y ait eu moins de poussettes que l'an dernier, par crainte des gaz sans doute mais, en dehors des bébés, tous les âges sont présents et la plupart agitent un, deux ou trois drapeaux. Il y a même un chevalier en heaume, tabard et cape, qui brandit un drapeau fleurdelisé, le premier blason de France. La créativité n'a pas baissé. Il y a les drapeaux fixés sur un parapluie, des perruques mousseuses bleu blanc rouge qui doivent venir de quelque club de supporters, un serre-tête dont on ne sait trop s'il arbore des oreilles animales ou des cornes de diabolotin. Une fillette brandit une pancarte : « Dis-moi, jolie gauche, pourquoi es-tu si méchante avec les enfants ? » Nous passons devant l'un des monuments de l'entre-deux-guerres où je lis, le cœur serré : « Conservez la Yougoslavie. Conservez l'amitié franco-yougoslave. Dernières paroles du roi Alexandre expirant. Marseille 9 octobre 1934. » Ce n'est pas le thème du jour, mais quelle rencontre ! Deux pancartes rappellent que la Norvège vient d'abolir l'idéologie du genre dans ses crèches et ses écoles. Le premier tournant qui va nous ramener vers le centre de Paris

permet une première évaluation. Les rangs sont serrés, le cortège s'étire à perte de vue dans les deux sens. Outre les drapeaux bleus, blancs et roses de la Manif, on voit ceux des provinces et, souvent, dans leur version la plus ancienne. Dauphiné, Bretagne, Normandie, Flandres, Bourgogne, Anjou, Berry, Languedoc... Les élus se sont regroupés, avec leurs écharpes de députés, voire de députés européens, de maires. On voit même des délégations étrangères avec leurs propres écharpes ou leur drapeau. Le véhicule sono de Rhône-Alpes arbore l'emblème de la Savoie, si proche de celui de la Suisse qu'on a du parfois les confondre. On voit aussi des prêtres en soutane et des moines en bure brune ou blanche, mais quel est donc l'ordre qui porte une soutane vert foncé ?

Une manifestation massive censurée

Au Trocadéro, je coupe par les jardins pour pouvoir photographier la traversée de la Seine depuis un autre pont et avoir ensuite un autre point de vue sur le cortège. Dès que je le rejoins, je vois de grandes banderoles de soutien aux chrétiens d'Orient, qui seront suivies d'un point de vente de tee-shirts. Un homme perché sur un plot de ciment porte un masque de François Hollande avec l'écharpe présidentielle et une pancarte « Je hais les familles ». Il obtient un joli succès et des rires de connivence. Après quoi, ce sont les Gavroches, avec leurs casquettes, leurs bretelles et leurs chemises de flanelle qui tiennent une longue banderole rouge : « Najat, touche pas à nos gosses ». A l'approche de Montparnasse, c'est une immense affiche aux drapeaux roses sur fond noir qui annonce : « L'humain n'est pas une marchandise ! » Et toujours la créativité spontanée sur les pancartes artisanales : « Égalité ? quand mon mari aura ses règles, on en reparlera ! » – « Une belle-mère,

ça va, 2 belles-mères, bonjour les dégâts », sans oublier celle qui détaille la publicité imaginaire d'une agence de GPA, « bébé + ou - artisanal, sexe masc. fem. autre, OGM<10%, Grand choix de ventres, 60'000 euros, 50% à la commande, 50% à l'enlèvement de la marchandise, retrait à l'usine : -10%, si défaut : -25%, commandes groupées : -15%. » On paye par CB, paypal ou espèces. Atroce, mais c'est ce qu'il faut pour frapper les esprits.

Arrivée à Montparnasse, je m'aperçois que les discours ont déjà commencé. La sono semble meilleure que les autres fois mais j'écoute tout de même d'une oreille un peu distraite. Je remonte même un peu le long du cortège pour repérer d'autres détails insolites comme ce drapeau aux bandes noire, rouge et jaune sur lequel est cousu un blason : aigle de sable becqué et armé de gueules sur champ d'or. L'empire allemand brochant sur la république ? Impossible d'ailleurs de se répandre dans les rues avoisinantes. Il n'y a qu'une entrée et qu'une sortie autorisées. Des barrières et des cordes tenues par les bénévoles de la Manif empêchent toute dispersion sauvage. Là, je ne comprends plus. Qu'on établisse un barrage pour détourner la circulation, soit, mais qu'on empêche les gens de sortir ? Ce côté nasse me rappelle fâcheusement celle du Jour de colère, au début de l'année et ne m'incite pas à rester pour écouter les orateurs.

Un mot des comptages. Quelques jours avant la manif, la préfecture de police disait attendre environ 70'000 manifestants. Ce chiffre n'a pas bougé dans la presse. Sur l'écran géant, la Manif pour tous a annoncé 500'000. C'est la limite haute de l'estimation à laquelle j'étais arrivée avec quelques amis, sans autres moyens que l'habitude et nos yeux, la limite basse se

situant vers 350'000. Il y a toujours un écart entre les chiffres de la police (minimaux) et ceux des organisateurs (un peu gonflés). Autrefois, il suffisait de faire la moyenne pour approcher la vérité. Avec un ratio de 1 à 7, le chiffre officiel, celui de la police à l'usage de la presse, n'a plus aucune crédibilité. Ce n'est plus que de la propagande, comme les résultats d'une élection en Corée du nord, ce qui en dit long sur l'état de notre pays.

L'égalitarisme et la négation de l'autre

Je sais bien que, face à l'ampleur de la menace car c'en est une et de la pire espèce, on ne peut pas faire la fine bouche, il faut ratisser large et que tous ceux qui s'opposent à la marchandisation de l'être humain en gros et en détail, au retour de l'esclavage sur fond de malthusianisme, à la transformation génétique de l'homme à moyen et long terme sont les bienvenus. Il en va de notre liberté d'être, au delà même des identités culturelles et de la liberté de penser. Quand il y a le feu à la maison, on ne demande pas aux pompiers de montrer patte blanche. Donc je comprends le souci des organisateurs de la Manif pour tous de ne pas (trop) politiser le mouvement, de s'en tenir à la défense de la famille, de l'identité sexuelle naturelle et au refus de la PMA sans raisons médicales, de la GPA ou de l'euthanasie. J'aurais toutefois aimé qu'ils mettent aussi l'accent sur les trafics d'organes qui relèvent de la même logique de marchandisation.

Il fallait y être. Il fallait crier le plus fort possible notre refus d'un monde où l'enfantement est assimilé à une production industrielle, où l'homme n'a de valeur qu'en fonction de ce qu'il rapporte à ses maîtres, des maîtres qui n'ont même pas la décence de le côtoyer et de l'entretenir comme on le faisait autrefois des esclaves.

Mais ces cortèges bon enfant, joyeux, ces ballons roses et bleus, ces petites pancartes humoristiques suffiront-ils à écarter de nous l'utilitarisme de Caïn ? Le mythe hébraïque de la vie et de la mort que l'on trouve de Genèse 2,3 à 5,32 est des plus explicites : avec la jalousie et le meurtre viennent deux façons d'envisager l'homme. Les descendants de Caïn et ceux d'Adam par Seth portent les mêmes noms : ce sont les mêmes ou du moins les mêmes peuples. Mais du côté caïnite, on nous parle de leur utilité technique, de leur apport à l'économie locale. Il n'y a là que constructeurs, inventeurs, forgerons, musiciens et cycle des vengeances ; tandis que les descendants de Seth engendrent d'abord un premier-né puis des fils et des filles, en d'autres termes ils valent par leur être et non par leur utilité ou leurs richesses. Et c'est à l'origine de cette lignée de Seth qu'est rappelé, au verset 5,1 : « Lorsque Dieu créa l'homme, il le fit à la ressemblance de Dieu », alors que Caïn enfante après s'être « éloigné de la Face de l'Éternel » puis bâtit une ville et lui donne le nom de son fils (versets 4,16-17). C'est peut-être le mythe le plus explicite dans son opposition de l'être, valeur inconditionnelle, à l'utilitarisme qui chosifie et amène en conséquence la marchandisation de l'homme. On trouve le même souci dans le code d'Hammourabi. Ainsi, dès les débuts de l'urbanisation dans le Croissant fertile, dès la création des premières cités-états, s'est posé ce problème crucial et il a été résolu par l'affirmation de l'être. Aujourd'hui, au nom de l'égalité, une égalité conçue comme « mêmété », comme uniformité et négation de l'autre en tant qu'autre, on en revient à la vision caïnite de l'homme qui ne vaudrait que par ses œuvres, son poids économique, sa « modernité ». Son modèle n'est plus divin, ni le saint

ni le héros, mais l'intellectuel médiatique et donc soumis aux effets de mode. On tente de nous faire croire qu'il s'agit d'un progrès, alors qu'on régresse jusqu'aux tentations rejetées vers -1800, donc il y a presque 4000 ans ! Comme disaient ironiquement les situationnistes : « Cours, cours, camarade, l'avenir est derrière toi ! Mais le parti-pris utilitariste a d'autres conséquences, comme le rejet de cultures entières, celles qui ne se conforment pas au modèle états-unien individualiste et consumériste et ne se contentent pas d'un rôle secondaire dans l'économie mondialisée. La diabolisation de l'adversaire, le refus de respecter la souveraineté des nations, l'emploi sans vergogne dans les conflits de substances qui empoisonnent les terres et, par ricochet, les animaux et les hommes qui y vivent, qui en vivent, la désinformation systématique, tous les maux de notre temps s'enracinent dans cette vision de l'homme.

Il fallait venir à la Manif pour affirmer la valeur de la vie. Il faudra sans doute agir plus en profondeur et de façon plus constante pour vaincre l'esprit de Caïn. C'est à quoi se consacrent des mouvements comme les veilleurs, les sentinelles, les antigones et autres caryatides. Mais il faudra sans doute aussi prendre conscience de l'unité idéologique qui sous-tend à la fois les questions dites sociétales et la géopolitique malthusienne et oligarchique des USA.

Geneviève Béduneau.

Le procès de Radovan

Karadzic entre dans sa phase finale

L'accusé se défend des charges retenues contre lui

L'accusation et la défense ont soumis leurs conclusions au procès de Radovan Karadzic, ancien président de la Republika Srpska qui s'est conclu le 2 mai 2014. Le EE n°2 nov 2014

procès était conduit devant le Tribunal International pour l'ex-Yougoslavie à La Haye. Au total, 195 témoins de l'accusation et 238 pour la défense furent entendus. Le procureur, Alan Tieger, a requis l'emprisonnement à vie, la sentence maximale, contre le Dr Karadzic accusé de génocide, crimes contre l'humanité (persécution, extermination, meurtre, déportation, etc.) et violation des lois et usages de la guerre. Le Dr Karadzic était à la tête de l'État des Serbes de Bosnie durant le conflit ethnique de 1992-1995 de Bosnie-Herzégovine et, en tant que président, commandant en chef de ses forces armées.

Bien que, durant ce long procès, l'accusation ait imputé à l'accusé une variété de crimes supposés, les principales charges contre le Dr Karadzic concernaient le « nettoyage ethnique » des musulmans et dans une moindre mesure des Croates, le siège et le bombardement de Sarajevo par les forces serbes et les événements de Srebrenica après sa conquête par les Serbes en juillet 1995.

Dans sa récapitulation des témoignages, laquelle a duré 3 jours et commencé le 1er octobre, Karadzic a réitéré l'affirmation de son innocence quant aux charges contenues dans l'accusation. « Je ne suis pas coupable », a-t-il proclamé, « cette cour n'a pas ouvert un procès contre moi mais contre le peuple serbe ».

Bien qu'il ne soit pas juriste mais psychiatre, en assurant lui-même sa défense, la compétence du Dr Karadzic s'est fortement accrue au cours du procès. Tandis que dans ses conclusions de 876 pages, il reprenait méticuleusement chaque point présenté par l'accusation, dans ses remarques finales, il s'est attaché surtout à réfuter les trois charges qui étaient au cœur de l'accusation.

Le prétendu «nettoyage ethnique» des Musulmans de Bosnie

1. Il n'y a jamais eu de politique ou d' « entreprise criminelle en bande organisée » pour expulser les musulmans des zones serbes de Bosnie.

2. Le bombardement et les tirs à Sarajevo répondaient de manière proportionnée aux attaques des forces des musulmans bosniaques menées depuis la ville et les plus dramatiques de ces événements, comme Markale, furent mis en scène par les musulmans pour obtenir une intervention internationale à leurs côtés.

3. Il n'a pas eu connaissance que des prisonniers de Srebrenica auraient pu être ou auraient été exécutés et le nombre de telles exécutions a été exagéré.

Le prévenu a plaidé avec force le fait que, s'il est indéniable qu'a eu lieu un mouvement à large échelle des trois populations ethniques (Musulmans, Croates et Serbes) vers les zones où leurs co-nationaux constituaient la majorité ou étaient sous contrôle de leurs forces armées, c'est là une caractéristique inhérente à la plupart des conflits ethniques. L'accusation, selon Karadzic, n'a pas réussi à mettre en évidence un plan ou une politique des Serbes de Bosnie pour expulser les membres des autres ethnies du territoire sous leur contrôle. Au contraire, de nombreux ordres furent donnés tant par l'armée que par les autorités sous le commandement de Karadzic pour interdire de maltraiter les civils musulmans ou croates.

Le siège de Sarajevo et le massacre du marché de Markale

Le siège de Sarajevo, comme prévu, fut une question très discutée durant le procès. Karadzic a réitéré la position serbe selon laquelle, si les Musulmans étaient en majorité dans la ville, la campagne environnante était principalement peuplée de Serbes. De ce fait, il n'y avait pas de « siège » au sens militaire du terme mais seulement

une vigilance sur la ligne de démarcation entre les territoires respectifs des deux communautés. Karadzic a démontré avec succès que, contrairement aux accords obtenus au début de la guerre quant à son statut démilitarisé, Sarajevo abritait des formations militaires musulmanes significatives et bien équipées qui avaient conduit des opérations offensives contre les forces serbes tout au long du conflit.

Un des cas les mieux mis en lumière par la défense fut sans aucun doute la déconstruction méticuleuse et compétente des bombardements du marché de Markale, qui avait fait de nombreux blessés civils, et que l'on disait opérés par les forces serbes de Bosnie en février 1994 et août 1995. Ces bombardements ont joué un rôle psychologique important pour retourner l'opinion publique mondiale contre les Serbes et, de plus, ont servi de prétexte à l'engagement des forces de l'OTAN au côté des Musulmans, aide qui a altéré l'équilibre des forces de cette guerre.

La défense de Karadzic a renforcé les doutes qui presque dès le départ avaient largement circulé, selon quoi les massacres de Markale étaient de classiques opérations en « fausse bannière » conçues et menées à bien par les Musulmans. Ils avaient pour but, a-t-il argumenté, d'incriminer la partie adverse et il ne s'agissait pas de crimes de guerre délibérément commis par les forces serbes. Les preuves médico-légales et les témoignages oculaires produits par la défense n'ont pas laissé grand chose d'intact des accusations en ce qui concerne Markale.

Le massacre de Srebrenica

Venons en à Srebrenica. Tout en notant que l'accusation n'offrait aucune preuve de planification, d'exécution ou même de connaissance de sa part d'aucun crime commis suite à la prise de la

ville par les Serbes en juillet 1995, le Dr Karadzic a vigoureusement combattu le récit habituel. Selon lui, le nombre de 7000 à 8000 prisonniers exécutés avancé par l'accusation était une impossibilité puisque elle ne pouvait produire la preuve que plus de 3500 soldats Musulmans aient été fait prisonniers lors des opérations militaires. De plus, il a pu apporter la preuve que nombre de Musulmans portés disparus étaient en fait morts durant la retraite de Srebrenica à Tuzla de la 28e division de l'armée musulmane et qu'ainsi des blessures légitimes ne pouvaient être imputées comme crimes de guerre.

Le Dr Karadzic a déclaré que, au plus, 1000 prisonniers de guerre musulmans ont été probablement exécutés après la chute de Srebrenica le 11 juillet 1995 mais que ces exécutions – des bavures revancharde – n'ont jamais eu de caractère officiel ni prémédité et ont été le fait de groupes de franc-tireurs en dehors de la chaîne de commandement de l'armée serbe de Bosnie. Karadzic n'a pas nié l'existence d'un massacre de prisonniers mais à une échelle beaucoup plus réduite que ce que prétend l'accusation ; il a affirmé par contre que ni les autorités militaires ni les autorités politiques de la Republika Srpska n'étaient impliquées.

Le prétendu génocide des Musulmans de Bosnie

Sur la question du « génocide », particulièrement complexe du point de vue légal et moralement sensible, Karadzic a maintenu que les témoignages ne démontrent aucune intention antérieure à la prise de Srebrenica d'exterminer les Musulmans en tant que groupe protégé par la Convention sur le génocide. Mieux, il s'est référé aux témoignages contraires produits devant le tribunal indiquant que les prisonniers capturés avaient été bien traités régulièrement jusqu'au

13 juillet, ce qui réfute encore l'existence d'une intention génocidaire spécifique antérieure. Plus tard, des groupes de prisonniers ont été fusillés en divers lieux mais l'accusation n'a pas pu relier ces actes à une intention politique de l'État ou des militaires. Selon lui, il serait plus rationnel de considérer ces meurtres comme des actes de vengeance des Serbes locaux pour les atrocités commises auparavant par les forces armées musulmanes qui utilisaient l'enclave de Srebrenica protégée par les Nations Unies comme rampe de lancement pour des opérations militaires contre les civils serbes des alentours.

En tout cas, a fait remarquer Karadzic, un génocide – s'il l'on avait eu l'intention d'en commettre un – se serait fait à l'encontre des Musulmans de Bosnie dans leur ensemble et pas contre un pourcentage comparativement négligeable de résidents et de réfugiés dans une seule petite ville. Toutefois, on n'a pas présenté de preuve qu'un crime d'une telle ampleur ou d'une telle nature ait été planifié ou commis à l'échelon national ni même municipal.

Un TPIY aux ordres de l'accusation

Le procès Karadzic - et le procès parallèle, celui du commandant de l'armée serbe de Bosnie, le général Ratko Mladic - est le dernier de la série des grands procès depuis l'établissement du Tribunal de La Haye à la mi 1990. En un sens important, il résume l'esprit et la méthodologie du TPIY. L'inégalité de ressources entre l'énorme équipe du procureur et le petit groupe de la défense était patente. La Chambre acquiesçait régulièrement aux demandes de l'accusation et bloquait celles de la défense. L'accusation a privé la défense de milliers de pages de témoignages qui auraient pu disculper l'accusé sans provoquer le plus petit effort de la part de la

chambre judiciaire pour corriger cette procédure scandaleuse et cette injustice substantielle. Les requêtes de la défense pour accéder à des preuves importantes pour une vérification indépendante de médecine légale, comme les données ADN utilisées par l'accusation pour soutenir sa version du nombre de victimes de Srebrenica ont été tout bonnement déboutées par la Chambre. Et la liste est longue...

Les conditions inégales dans lesquelles le procès a été mené laissent peu de doutes sur le fait que les juges se donnaient beaucoup de mal pour examiner les preuves avancées par l'accusation et leur significations de son point de vue. En ce qui concerne le résultat formel du procès Karadzic, il est pratiquement certain que les juges ne voudront pas prendre le risque politique de s'écarter des recommandations de l'accusation, à savoir la prison à vie.

Les enjeux du prochain verdict

Ceci réglé, il reste une grande question, celle de savoir comment le verdict sera formulé et quelles répercussions il aura sur la scène politique bosniaque.

Un proche collaborateur de Karadzic, le président de l'assemblée nationale serbe de Bosnie Momcilo Krajisnik, a été accusé de génocide mais dans le verdict cette charge a été écartée par la Cour pour manque de preuves. Dans le cas du Dr Karadzic, le fait qu'il soit ou non reconnu coupable de génocide - il faut comprendre qu'à la lumière de la jurisprudence du Tribunal, il y a de toute manière assez de crimes dans l'accusation pour que la Cour puisse s'en servir pour justifier l'emprisonnement à vie si elle le désire - aura forcément un impact considérable sur la politique intérieure de Bosnie. Cela ajouterait un élan considérable et une justification apparemment légale à l'appel constant des EE n°2 nov 2014

Musulmans à la dissolution de la Republika Srpska, « entité génocidaire ». Cela donnerait aussi une base quasi-judiciaire pour exiger des contribuables de la Republika Srpska les fortes indemnités que les Musulmans « victimes » ont obtenues à titre individuel dans divers tribunaux pour avoir souffert d'abus de la part des forces serbes durant la guerre civile de Bosnie.

Le jugement de Radovan Karadzic aura sans doute aussi un important impact sur le Parti Démocratique Serbe (PDS) qu'il avait fondé en Republika Srpska. Tant que Karadzic était en fuite et plus tard à La Haye, ce parti considéré comme un bastion du nationalisme serbe avait été investi par un nouveau cadre de politiciens pragmatiques désireux d'éviter les confrontations avec les puissances occidentales et prêts à faire des concessions politiques en échange du soutien occidental pour remplacer l'actuel président de Republika Srpska pro-russe, Milorad Dodik. Le candidat du PDS a perdu les élections du 12 octobre devant Dodik mais ce parti garde une influence considérable avec le soutien d'un quart environ de l'électorat. Une rumeur court à Banja Luka, la capitale des Serbes de Bosnie, selon laquelle les nouveaux dirigeants du PDS ont accepté de redessiner l'idéologie du parti pour la rendre plus acceptable par ses mentors euro-atlantistes, à la façon dont une opération du même genre a été menée dans la Serbie voisine il y a quelques années par les anciens nationalistes radicaux Aleksandar Vucic et Tomislav Nikolic. Selon des sources bien informées, les dirigeants actuels du PDS ont été avertis par des intérêts de l'Ouest qu'une fois le procès Karadzic terminé, il serait sage de changer leur image traditionnelle. Sinon, leur parti « nationaliste extrémiste » et, après le verdict de Karadzic, peut-être aussi «

génocidaire », pourrait être tout simplement dissout par le Haut représentant à Sarajevo qui, somme toute, exerce le pouvoir réel en Bosnie-Herzégovine.

Stephen Karganovic

(traduction Geneviève Beduneau)

Peter Handke reçoit le prix Ibsen de théâtre

Peter Handke a reçu cette année le prix Ibsen pour son oeuvre dramatique, l'équivalent pour le théâtre du prix Nobel de littérature. L'on se souvient de la mauvaise polémique déclenchée à l'occasion de sa présence aux obsèques du président Slobodan Milosevic, mort dans la prison du TPIY au cours de la cinquième année de son procès, suite à un mauvais traitement. Depuis, l'Union européenne a levé les sanctions visant l'ancien président yougoslave et son entourage, ruinant ainsi les accusations de « crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide » portées contre lui. Cela n'a pas empêché une bande de braillards soutenant une version périmée des faits de venir perturber la cérémonie de remise du prix le 22 septembre à Oslo. Voici la relation qu'en a faite la revue serbe *Politika* du 23 septembre sous le titre : « Handke au sujet des manifestants : 'Qu'ils aillent au diable et que Dieu les bénisse !' »

Ses opposants ont cherché à lui faire rendre le prix dont il est le lauréat et dont il a consacré le montant à la construction d'un centre pour enfants dans une enclave serbe du Kosovo. Le prix Henrik Ibsen, de renommée mondiale, a été décerné cette année à l'écrivain autrichien Peter Handke, qui, comme il l'a annoncé au cours d'un entretien dans la presse, a décidé d'offrir la somme pour la construction d'un centre pour enfants dans une enclave serbe du Kosovo-Métochie. C'est

dans la petite ville de Skien, lieu de naissance de l'écrivain norvégien Henrik Ibsen, la veille de la cérémonie, que Peter Handke a dit qu'il refusait d'accepter pour lui-même cette récompense (300 000 euros), parce qu'il est perçu et considéré comme un ennemi, qualifié «de fasciste et d'assassin». L'écrivain a fait remarquer qu'il est surpris d'être ainsi dénommé, alors qu'il est accueilli officiellement à Oslo. Ayant remercié les organisateurs de cette attribution, il a précisé qu'il ne désirait pas revenir sur celle-ci, malgré l'hostilité et l'opposition manifestées à son égard au sein des milieux journalistiques et culturels norvégiens. Il ne s'est pas exprimé au sujet de son attitude politique, très controversée. La plus grande partie de son discours a été consacrée à son attachement aux éléments essentiels mis en relief dans les drames d'Ibsen, et qui ont contribué à son propre développement d'auteur dramatique.

Un jour avant, à Oslo, le dimanche soir, sur la grande scène du théâtre national norvégien, lorsque la prestigieuse récompense - le prix Ibsen - lui a été remise, des sifflements et des protestations se déroulaient devant le théâtre. Les jours suivants, des organisations et comités littéraires non-gouvernementaux ont mené une violente campagne contre le lauréat de l'année et les sept membres internationaux du jury. Ses opposants lui reprochent ses séjours dans les Balkans dans les années 90, parce que, dans les conflits sanglants qui ravagèrent l'ex-Yougoslavie, il a «choisi le camp serbe et soutenu ses agressions et ses crimes commis au nom de la création de la Grande-Serbie». Il est fortement critiqué cause de son empressement à «minimiser les fautes serbes au cours des guerres civiles».

C'est en se basant sur ses travaux

littéraires, commencés lors de ses visites des champs de bataille, puis sur ses relations amicales avec des dirigeants tels que Slobodan Milosevic, Radovan Karadzic, ainsi que sur «le honteux discours prononcé aux obsèques de l'ex-président serbe et yougoslave», qu'ils affirment que cet écrivain influent, adoptant des positions serbes nationalistes et extrémistes, a de fait soutenu «les crimes et les destructions opérées par les Serbes».

Devant le théâtre, un groupe de ses supporters attendait qu'Handke évoque la démonisation des Serbes par un traitement unilatéral des victimes des conflits balkaniques, mais une dizaine de ses adversaires ont manifesté par des exclamations nettement injurieuses. Des sifflements ont été entendus, ainsi que les cris outrageants de : «fasciste, rends le prix Ibsen !» Le groupe de protestataires avait été organisé, comme le rapportent les médias norvégiens, par une «association des survivants de la terreur et de l'agression de Milosevic» rassemblant des Musulmans de Bosnie et des Albanais du Kosovo résidant en Norvège. Avant qu'il ne se soit avancé sur le tapis rouge du théâtre national, Peter Handke s'est calmement approché des manifestants, tentant d'établir un bref dialogue.

«Non, j'ai simplement voulu les regarder dans les yeux», a expliqué plus tard Handke au foyer du théâtre, à l'observation d'un journaliste qui s'était approché tout près d'eux et considéré qu'il les avait provoqués. A la question «quelle est votre réponse à la manifestation», il a répondu laconiquement «Dieu les a bénis, il leur pardonnera !»

Au scénario de la cérémonie s'est ajouté le «Nobel du théâtre», et il n'était pas prévu que le lauréat s'adresse au public à Oslo, où se

joue en son honneur son drame de quatre heures «Encore et toujours la tempête», pendant que sur une autre scène se donnent aussi deux pièces tirées de ses textes «La société est fatiguée» et «Ils s'éteignent». Cependant, visiblement «inspiré» et irrité par les événements se déroulant devant le théâtre, ainsi que par la campagne de plus d'un mois conduite contre lui par certains centres du pouvoir politico-médiatiques, non seulement en Norvège, mais plus largement en Europe occidentale, Peter Handke s'est excusé de la faiblesse de son anglais ; ensuite il a choqué l'assistance, car il a juré dans un serbe relevé, mais aussi confusément en anglais.

«Ils pensaient savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Ainsi ils rendent le monde encore plus mauvais. Avec eux aucune discussion n'est possible. Ce qui est honteux est que tous ceux qui pervertissent la démocratie par le vide de l'ignorance, de l'inexpérience, de l'incohérence, de la haine, du mensonge, de la duperie et de l'hystérie dans les soi disant media, le font au nom d'une démocratie mensongère». Le président du jury Boje Hansen, régisseur et directeur de l'opéra d'Oslo, a rejeté toutes les critiques faites à l'encontre de Peter Handke, rappelant que l'écrivain a marqué de son empreinte le drame classique contemporain, et que la force de sa création, il a prouvé que le cosmopolitisme peut apporter à la littérature liberté et diversité. Le jury a considéré que Peter Handke a le droit de dire ce qu'il a dit, de faire ce qu'il a fait. «Nous nous tenons à l'écart des accusations dont il est l'objet. Celles-ci ne le disqualifient pas, et il a amplement mérité sa récompense», a conclu le président. **Radovan Pavlovic**

(Traduction Maurice Livernault)

Homosexuel contre le mariage pour tous par Jean-Pier Delaume-Myard *Editions Duboiris, 2013*

C'est d'abord un document, entre témoignage et analyse. Un des responsables de la Manif pour tous en raconte les débuts et toutes les actions de l'année 2013 ; comme il s'agit d'un journaliste professionnel, il sait bâtir un livre, doser les composantes. Paru en octobre 2013, ce livre a échappé à la plupart de son public potentiel – je ne l'ai moi-même découvert qu'un an plus tard, lors de la nouvelle manif contre la PMA et la GPA – et ce n'est pas le moins intéressant de l'affaire. Vous ne le trouverez pas à la FNAC, ni dans la plupart des grandes librairies : il ne hurle pas avec les loups de la LGBT et de la pensée unique. Vous ne le trouverez pas à la librairie Notre-Dame de France : l'auteur est homosexuel. Vous ne le trouverez pas dans d'autres librairies droitières : la Manif pour tous ratisse trop large, ou cela semble anecdotique par rapport aux « vrais » problèmes. Vous ne le trouverez pas chez votre libraire de quartier : il ne sait même pas que ce livre existe. Bref, on ne le trouve que chez son éditeur et sur internet.

Domage. Car ce livre ne manque pas d'intérêt, d'abord pour connaître de l'intérieur les étapes et les réflexions de la Manif pour tous et s'en faire une idée dégagée des venins de la presse, puis pour méditer sur le futur que nous préparons les lois dites sociétales sous la pression des lobbies LGBT et transhumanistes. Changement de civilisation, comme disait Christiane Taubira ? Il se pourrait que ce ne soit que la première étape et qu'on se dirige plutôt, à terme, vers une transformation ontologique. Mais ce choix n'est conscient et voulu que pour une infime minorité. Le

reste des hommes, la plus grande majorité de tous les peuples, n'a plus droit au chapitre et devrait simplement subir, les pauvres devenir réserve d'organes et usine à bébés choisis sur catalogue. Au moins ce livre nous remet-il les idées à l'endroit sur les choses les plus simples, les plus fondamentales de la vie.

Alors rappelez à votre libraire qu'il a l'obligation de vous le commander.

Geneviève Béduneau

Savoir écouter l'autre

Dalmas,

Te connaissant personnellement depuis ma tendre enfance, j'ai, de par mes études, pu te redécouvrir dans ton métier et ton approche intellectuelle du monde qui nous entoure ; et même si nous n'étions pas toujours d'accord, je ne pourrai que saluer ton ouverture d'esprit, ton écoute, et ton sens du véritable débat - savoir écouter l'autre, s'enrichir l'un l'autre, sans tomber dans un manichéisme de bas étage qui caractérise la grande partie de notre société. C'est en lisant ton journal, fort instructif au demeurant, qu'en tombant sur un article sur la Chine, je me suis permis de t'envoyer mon avis, de manière tout à fait personnelle. Et voilà que dans le numéro suivant se trouve cet avis, que je n'imaginais absolument pas mériter de prendre place dans ton journal.

C'est cette ouverture d'esprit, ce respect d'une certaine liberté d'opinion, dénonçant les manipulations en tout genre qui nous entourent, que je salue aussi ; par la suite, j'ai eu le grand honneur d'écrire plusieurs articles

dans B.I. infos, le plus naturellement, tout autant que de partager avec toi de nombreuses heures de discussions et d'échange intellectuel, qui nous ont grandi tous les deux.

Je ne peux que m'estimer heureux de t'avoir connu ainsi, quel bel enrichissement dans nos échanges, que je garderai tels des trésors.

La culture chinoise évoque le culte des ancêtres ; te voilà bien placé dans ma mémoire, mon respect et ma reconnaissance ; merci de m'avoir appris, de m'avoir permis de m'exprimer dans ton journal, et m'avoir apporté autant de choses.

Je tâcherai d'utiliser ces connaissances à bon escient, auprès de mes élèves et d'autres personnes, et de persévérer dans l'écriture, chose que j'ai eu tant de plaisir à partager avec toi.

Encore merci.

Morgan de Polignac

C'était la grande aventure de "Balkans-Infos" qui commençait

Notre cher Louis nous a quittés le 3 août dernier, à l'âge de 94 ans, nous laissant tous tristes et quelque peu désemparés, compte tenu de la place immense qu'il occupait à B.I.

Louis Dalmas de Polignac, c'était son vrai nom, était né en 1920 dans une famille de la plus haute aristocratie française - il était cousin issu-de-germain du Prince Rainier III de Monaco - mais sa grande pudeur et son anticonformisme quasi-viscéral faisaient qu'il n'en parlait jamais, sauf pour ironiser sur son rang éloigné dans la succession, qui lui donnait peu de chances, selon lui, d'accéder au trône monégasque

"de son vivant"...

Sportif émérite, dès 1939, à l'âge de 19 ans, Louis était champion de France universitaire de ski alpin; il s'était entraîné en outre au pilotage d'avion, et sa passion pour le sport motocycliste, pratiqué jusqu'à ces dernières années, était légendaire...

Reporter de grand renom, Louis devint célèbre dès 1948, à l'âge de 28 ans, en étant le premier journaliste occidental à obtenir une interview exclusive du maréchal Tito après la rupture entre la Yougoslavie et l'Union Soviétique, grâce à l'intervention personnelle du futur Prix Nobel de Littérature Jean-Paul Sartre. Il en tira un premier livre, "Le communisme yougoslave", paru en 1950, dans lequel il soulignait pour le public français l'originalité de ce type de communisme par rapport au modèle stalinien, notamment l'autogestion ouvrière, diamétralement opposée au centralisme planificateur soviétique.

Sur le plan professionnel, Louis fut rédacteur à l'Agence France-Presse (1945-1946), puis Chef des informations de France-Dimanche (1946-1954), et effectua des reportages pour un grand nombre de journaux, notamment en tant que membre d'une mission médicale en Indochine, ainsi que d'une mission des Nations-Unies au Proche-Orient. Sa parfaite connaissance de la langue anglaise - sa mère était américaine - lui procurait une grande aisance dans ces missions internationales.

Ses mérites lui valurent d'être élu vice-président de l'Association des Journalistes scientifiques dès 1950, puis Rédacteur en chef de Science et Vie (1955-1956).

Il créa ensuite sa propre Agence Dalmas (1956-1968), puis fut

nommé Directeur de la société Europrom, réalisateur de courts-métrages, éditeur et directeur de revues, notamment Art Press International (1976). En 1992 fut créée CAP 8, société d'édition, qui assurera plus tard la sortie des livres publiés par l'association "Vérité et Justice" créée par Louis en 2003.

C'est en 1996 que, dégoûté par les mensonges médiatiques liés à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, il créa "Balkans-Infos" avec quatre autres contributeurs : Maurice Livernault, Maurice Pergnier, la regrettée Maritza Mattéi, pharmacienne de son état - qui fut l'une des premières à organiser et mener des expéditions d'aide humanitaire à destination des Serbes de Yougoslavie -, et un collaborateur de la revue Dialogue à laquelle Louis collaborait à l'époque.

C'était la grande aventure de "Balkans-Infos" qui commençait : dans la grande véranda couverte de la rue des Cloÿs, dont les murs étaient tapissés de livres et de documents, qui pourra oublier les comités de rédaction agités, au milieu desquels apparaissait soudain au haut de l'escalier l'élégante silhouette du regretté Vladimir Volkoff, toujours revêtu de son magnifique manteau de zibeline et coiffé de sa chapka ? Les interventions très fines, pratiquement murmurées, de la grande journaliste américaine Diana Johnstone? L'énergie du scénariste américain d'ascendance russe Mick Collins? Seul le talent de Louis était capable de réunir des personnalités aussi diverses, provenant de pays, de religions et d'horizons politiques aussi variés. Tous étaient unis par la volonté de lutter contre le mensonge médiatique omniprésent.

En 2003, compte tenu du relatif

relâchement de la tension dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie, Louis Dalmas décidait de changer le titre de "Balkans-Infos", jugé trop restrictif, en "B.I.", et d'élargir ainsi le champ des sujets traités par notre mensuel, en l'étendant notamment à la Russie ainsi qu'aux pays issus de l'ex-U.R.S.S., et plus généralement au continent eurasiatique.

Dans l'éditorial qu'il a rédigé pour le n° 200 de "B.I." daté de juillet 2014, - et qu'on peut considérer à juste titre comme son testament - Louis Dalmas a parfaitement défini le triple objectif de "B.I." :

1/ Lutter contre " la désinformation organisée et articulée autour de la prétendue mission divine (des Etats-Unis d'Amérique) de faire triompher le bien du mal et d'établir la démocratie", contre ce "remplacement de réalité - c'est-à-dire la narration d'événements différente de l'observation des faits véritables-, filtrée par une russophobie passionnée, infantile, irrationnelle" (Crimée, Ukraine, Géorgie etc.).

2/ Dénoncer "les mythes sur lesquels ont été fondées toutes les interventions occidentales depuis des décennies : celui de Milosevic et de la Grande Serbie, celui des armes de destruction massive de Saddam Hussein, celui des projets sanguinaires de Kadhafi, celui de la "libération " de l'Afghanistan, celui de la dictature insupportable de Bashar al Assad, celui des "intentions impériales de Poutine", et présenter les grands projets de réorganisation du continent eurasiatique, celui du rapprochement entre la Russie et la Chine avec l'Organisation de Shanghai notamment.

3/ Sur le plan plus spécifiquement français, lutter contre "la manipulation occidentale des

EE n° 2 nov. 2014

faits", notamment à propos de la Deuxième Guerre mondiale et de la Libération, et contre la "servilité" dont fait preuve actuellement la diplomatie française à l'égard de la puissance dominante sur l'Ukraine, la Syrie, l'Iran, l'Irak, reniant ainsi l'héritage gaulliste d'indépendance nationale.

Ces trois objectifs sont plus que jamais d'actualité, et, à mon sens, ce serait faire injure à la mémoire de Louis Dalmas que de les abandonner.

Merci Louis, tu as été un modèle de journaliste et d'écrivain pour nous tous, et nous resterons fidèles à la ligne que tu as tracée.

Gilles TROUDE

Je ne pourrai jamais parler de Louis à l'imparfait

Avec les événements internationaux qui se télescopent et nous secouent jour après jour, il est plus que jamais notre compagnon de pensée et de cœur, tout comme le Général Gallois, que nous ne pouvons oublier.

Pour ma part, installée en Espagne à l'automne 2012, j'étais encore abonnée mais ma revue B.I. arrivait à l'adresse parisienne de mon fils, et je n'allais plus en France. En 2013, l'abonnement est arrivé à échéance, j'ai encore quelque part l'enveloppe que j'avais préparée avec son chèque pour le renouvellement, elle n'est jamais partie - par pure négligence. J'étais une fidèle abonnée, depuis 1999.

Cependant, une fois par mois, Louis m'envoyait par message électronique son nouvel édito, parfois un peu plus certains mois, EE n°2 nov 2014

des réflexions sur l'actualité, qui me permettaient d'apprécier son esprit d'analyse et sa verve littéraire ; et, ma foi, j'envoyais systématiquement ces textes à une liste assez importante d'amis et correspondants, et j'avais souvent quelques retours élogieux.

Voilà, il ne s'est pas battu en vain car nous le savons tous, la relève est là, nous voyons des jeunes résister, s'engager, se battre.

Il peut, là-haut, être heureux et fier, il nous reste toujours beaucoup d'espoir.

Martine Duplaine

